

**PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE**  
**N° 4/2015**

**TABLE DES MATIERES**

**JURISPRUDENCE**

**Appel (matière civile et commerciale)**

Acquiescement au jugement entrepris – Notion – Acquiescement devant résulter de faits ne laissant aucun doute sur l'intention de la partie d'accepter la décision attaquée – Paiement de l'avance sur rémunération à l'expert commis par le jugement entrepris – Participation à l'expertise – Acquiescement (non) – NCPC, art. 571. 430

**Bail à loyer**

1° Loyer – Vente du bien loué – Adaptation du loyer – Absence de disposition légale – Indifférence – Loi du 21 septembre 2006, art. 3, (3) et (4). 412

2° Loyer – Adaptation – Condition – Observation d'un délai de deux ans – Changement de bailleur – Pertinence (non) – Loi du 21 septembre 2006, art. 3, (5). 412

3° Loyer – Adaptation en cours de bail – Capital investi – Réévaluation - Nécessité de conclure un nouveau bail (non) – Loi du 21 septembre 2006, art. 3, (4). 412

4° Aliénation à titre onéreux de l'immeuble en cours de bail – Adaptation du loyer – Détermination du capital investi – Base – Prix d'acquisition – Faculté de contestation du locataire et du propriétaire – Présomption que le prix d'acquisition correspond à la valeur de l'immeuble – Loi du 21 septembre 2006, art. 3, (3) et (4). 412

5° Loyer - Augmentation du loyer – Majoration de plus de 10 % - Hausse payable par tiers annuels – Point de départ – Jour de l'introduction de la demande devant la commission des loyers – Loi du 21 septembre 2006, art. 11. 412

**Banque**

Virement – Nature juridique – Double mandat – Ordre de virement – Naissance de la créance du bénéficiaire contre la banque (non) – C. civ., art. 1984. 361

## **Commerçant**

Inscription au Registre de Commerce et des Sociétés – Présomption – Renversement – Preuve de la cessation réelle des activités commerciales – C. com., art. 1er. 340

## **Contrats, conventions et obligations**

Stipulation pour autrui – Conditions – C. civ., art 1121 et 1165. 361

## **Droit pénal**

Droit pénal général – Confiscation – Confiscation spéciale des biens dont la propriété appartient au condamné et qui n'ont aucun lien avec l'infraction – C. pén., art. 31, al. 1 (4). 337

## **Exequatur**

1° Sentence arbitrale étrangère – Applicabilité de la Convention de New York pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères – Conséquence – Non-application de l'article 1251 du Nouveau Code de procédure civile. 383

2° Sentence arbitrale étrangère – Applicabilité de la Convention de New-York – Demande de sursis à statuer – Recours en annulation dans le pays d'origine – Admissibilité du sursis – Convention de New York pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, art. V et VI. 383

**L'exécution au Luxembourg des sentences annulées dans l'Etat du siège de l'arbitrage**, par Gilles Cuniberti, professeur à l'Université du Luxembourg 387

## **Faillite**

Conditions – Appréciation au jour du jugement déclaratif de faillite – Cessation des paiements et ébranlement de crédit – Notion – Non-paiement de dettes certaines, liquides et exigibles – Actif supérieur au passif – Existence d'actifs immobilisés – Critères non pertinents – Manque de crédit – Refus d'argent frais – Refus de délais de paiement – C. com., art. 437. 340

## **Lois et règlements**

Principes de droit communautaire – Portée – Const., art. 49bis. 412

## **Preuve (matière civile et commerciale)**

Aveu – Notion – Régime – Prééminence sur la preuve écrite – C. civ., art. 1356. 430

## **Procédure civile**

Autorité de chose jugée – Portée – Jugement – Irrecevabilité – Situation évolutive – Possibilité de former une nouvelle demande une fois la cause de l'irrecevabilité disparue – C. civ., art 1351. 412

## Responsabilité civile

- 1° Transfusion sanguine – Contamination virale – Charge de la preuve - C. civ., art. 1315. 346
- 2° Responsabilité du fait des produits défectueux – Survivance du droit commun de la responsabilité civile – C. civ., 1147, 1148, 1382 et 1383; Loi du 21 avril 1989. 346
- 3° Transfusion sanguine – Absence de contrat conclu entre le centre de transfusion et le receveur – Contrat de fourniture entre le centre de transfusion et l'établissement de soins – Stipulation pour autrui en faveur du receveur – Responsabilité contractuelle du centre de transfusion – C. civ., art. 1147 et 1165. 346
- 4° Fourniture de produits sanguins – Centre de transfusion sanguine – Etablissement de soins – Obligations de sécurité de résultat à l'égard du receveur et des victimes par ricochet – Exonération – Preuve d'une cause étrangère – Vice interne du sang – Cause étrangère (non) – C. civ., art. 1147. 346
- 5° SICAV – Dépositaire – Société commerciale – Action directe des actionnaires contre le dépositaire (non) – Loi du 20 décembre 2002, art. 36 – Loi du 10 août 1915, art. 59 – Directive 85/611/CEE du 20 décembre 1985, art. 16. 361
- 6° SICAV – Société commerciale – Liquidation judiciaire – Exercice des droits et actions par le liquidateur – Action individuelle de l'actionnaire – Irrecevabilité – Exception – Préjudice personnel – Notion – Loi du 20 décembre 2002, art. 36 – Loi du 10 août 1915, art. 59. 361
- 7° Sociétés commerciales – Administrateurs – Faute de gestion – Notion – Administrateur non impliqué dans la gestion – Désintéret – Absence de contrôle – Fautes – Loi du 10 août 1915, art. 59, al. 1er. 400
- 8° Responsabilité contractuelle – Conseil en propriété intellectuelle – Recherche d'antériorités – Aléas – Obligation de moyens - C. civ., art. 1142. 404
- 9° Responsabilité contractuelle – Lien de causalité – Causalité adéquate – Dommage direct – Dommage prévisible – C. civ., art. 1150. 404

## Sociétés commerciales

- 1° SICAV – Preuve de la qualité d'actionnaire – Inscription au registre nominatif – Présomption simple – Commissionnaire – Absence d'indication du nom du commettant – Preuve de la qualité d'actionnaire (non) – Loi du 10 août 1915, art. 40 – C. com., art. 91. 370
- 2° SICAV – *Nominee* – Notion – Détention d'actions pour le compte d'autrui – Loi du 10 août 1915, art. 40. 370
- La preuve de la qualité d'actionnaire d'une SICAV en présence d'un *nominee*, par Isabelle Riassetto, professeur à l'Université du Luxembourg** 375

## Sociétés commerciales

- 1° Société anonyme – Gestion journalière – Notion – Loi du 10 août 1915, art. 60. 392

2° Administrateur – Qualité – Mandat apparent – Conditions – Statuts de la société imposant la signature conjointe de deux administrateurs – Indifférence – Loi du 10 août 1915, art. 53.	392
<b>Notion de gestion journalière et théorie de l'apparence contre une clause statutaire dite « de double signature »</b> , par Isabelle Corbisier, chargée de cours à l'Université du Luxembourg	397
<b>Transsexualisme</b>	
Notion – Changement de sexe – Effets – Principe du respect dû à la vie privée – Rectification de l'état civil quant à l'indication du sexe et quant au prénom – Effets dans le temps – C. civ., art. 99.	409
<b>Travail</b>	
Contrat de travail – Cumul du mandat d'administrateur et d'employé d'une même société – Conditions – Lien de subordination – Administrateur unique (non) – C. trav., art. L.121-1 – Loi du 10 août 1915, art. 51.	340
<b>Vente</b>	
Fonds de commerce – Notion – Universalité mobilière – Élément essentiel – Clientèle – C. civ., art 1583.	340